

Communiqué de presse

Le 31 mars 2026, à Cadillac.

Budget 2026 : 151 fermetures de classes annoncées en Gironde à la rentrée

Suite à l'adoption du budget 2026 du gouvernement par 49.3, non censuré par le Parti socialiste, 4000 postes d'enseignants vont être supprimés à la rentrée de septembre 2026. En Gironde, ces décisions se traduisent par la suppression de dizaines de postes d'enseignants et de 151 classes.

Ces fermetures concernent une majorité de petites communes, périurbaines et rurales, où les besoins éducatifs sont pourtant les plus importants. Elles entraîneront une hausse du nombre d'élèves par classe, des regroupements dans des classes à triple niveau et *in fine* la dégradation des conditions pédagogiques.

Ces suppressions de postes et de classes ne sont que la continuité de la politique d'austérité et de casse sociale menée par ce gouvernement. Elles affaiblissent le service public de l'éducation, dégradent les conditions d'apprentissage des élèves et d'exercice des enseignants.

Pour justifier ces suppressions, le gouvernement invoque la baisse démographique. Pourtant celle-ci aurait dû permettre de réduire le nombre d'élèves par classe et d'améliorer ainsi les conditions d'enseignement. La France compte en moyenne 21,3 élèves par classe dans le primaire, contre 19,1 dans l'Union européenne en 2024, selon l'OCDE. Ce gouvernement fait donc le choix inverse, en accentuant la réduction des moyens.

Le groupe la France insoumise s'est opposé à ces coupes budgétaires et avait déposé avec les parlementaires communistes, écologistes et ultramarins une motion de censure pour faire tomber le gouvernement Lecornu et son budget nauséabond. Cette motion n'a pas été adoptée, à 12 voix près, permettant l'entrée en vigueur de ces suppressions de postes.

Face à cette situation, les enseignants et personnels de l'éducation sont aujourd'hui en grève pour défendre ce service public fondamental. Le groupe la France insoumise apporte son soutien à toutes les mobilisations et sera aux côtés du personnel enseignant, des parents et des enfants.

De Saint-Hilaire-de-la-Noaille, en passant par Salleboeuf et jusqu'à Bordeaux, la Gironde se mobilise pour dénoncer un budget tourné vers la militarisation, y compris au travers des "classes défenses", au détriment de la paix et de l'éducation de nos enfants.

Nous demandons au gouvernement de renoncer à ces suppressions de postes et d'engager un plan de recrutement permettant de réduire le nombre d'élèves par classe. L'éducation ne peut être une variable d'ajustement budgétaire, en particulier dans la ruralité et les quartiers populaires, sacrifiés par 9 ans de Macronisme.

Mathilde FELD

